

## LUTTES DE POUVOIR, REBELLIONS ET MOUVEMENTS POPULAIRES AU ZAIRE, 1959-1968

par  
Gaëtan FELTZ

- COQUERY-VIDROVITCH Catherine, FOREST Alain, WEISS Herbert, *Rébellion - Révolution au Zaïre, 1963-1965*, 2 tomes, Paris, L'Harmattan, 1987, 237 et 208 p.
- WEISS Herbert et VERHAEGHEN Benoît, sous la dir. de "Les rébellions dans l'est du Zaïre, 1964-1967", *Les Cahiers du CEDAF*, 7-8, 1986, 187 p.
- KABUYA LUMUNA SANDO, "Zaïre : 1960-1964. La tourmente katangaise", *Les Cahiers du CEDAF*, 6, 1989, 117 p.
- WILLAME Jean-Claude, *Patrice Lumumba. La crise congolaise revisitée*, Paris, Karthala, 1990, 495 p.
- BOISSONNADE Euloge, *Le mal zaïrois*, Paris, Hermé, 1990, 495 p.

Le 30 juin 1960, accédait à l'indépendance le Congo belge, un pays de 2 345 000 km<sup>2</sup>, quatre fois plus grand que Madagascar ou la France, comptant alors presque 15 millions d'habitants. Aujourd'hui avec plus de 30 millions d'habitants et d'énormes potentialités économiques, même si l'on prend en compte uniquement ses quatre bassins miniers - cuivre/cobalt, diamant, étain et or <sup>(1)</sup> - le Zaïre pourrait devenir un des pays les plus puissants du continent africain.

L'Indépendance constitua certainement un tournant de son histoire, bien que nous n'y voyons pas nécessairement, hormis le fait que cette date a valeur de symbole, un événement fondamental, qui marque la fin d'une époque et le commencement d'une nouvelle ère. Cette transition devait se faire avec l'aide de l'ancienne puissance coloniale et le maintien de ses cadres administratifs et militaires, dans l'attente d'une progressive africanisation. Mais, comme le note Stengers, l'aspect dominant de cette décolonisation est qu'elle fut acquise sans grande résistance du colonisateur, sans frein

---

(1) Jean-Luc Vellut, "Les bassins miniers de l'ancien Congo belge. Essai d'histoire économique et sociale (1900-1960)", *Les Cahiers du CEDAF*, 7, nov. 1981, 70 p.

d'aucune couche de la société coloniale, que ce soit l'administration, les sociétés, le colonat. Alors que "les nouvelles nations [colonisées] se sont forgées, dans une large mesure, au feu de la lutte, la Belgique, elle, a refusé la lutte. Elle n'a pas donné l'occasion au peuple congolais de s'affirmer dans un combat commun"<sup>(2)</sup>.

Ceci expliquerait cela : après l'Indépendance, aucun changement notable ne devait apparaître. Sauf les nombreuses difficultés que ce pays a connues depuis lors : guerres ethniques, mutineries au sein de la Force publique, sécessions, oppositions viscérales dans un monde politique survolté, pour en arriver à un état de rébellion ouverte. Les premiers événements débutent en 1959 et couvrent toute l'histoire de la Première république (congolaise), voire au-delà. Le coup d'Etat du 24 novembre 1965, qui porta au pouvoir le général Joseph-Désiré Mobutu et la stabilisation politique qui en découla sous un régime de Parti-Etat, n'empêcha pas l'éclatement de plusieurs crises graves. Depuis le 24 avril 1990, la Seconde république (zaïroise) a vécu ; mais le pays n'est toujours pas à l'abri de nouvelles crises.

## I

### CHRONOLOGIE DES PRINCIPAUX FAITS POLITIQUES

- 1950 : formation de l'ABAKO (Association culturelle des Bakongo), dirigée par Joseph Kasa-Vubu.
- 1956 : *Manifeste de conscience africaine*, publié par un groupe d'"évolués" de Léopoldville, d'obédience catholique, dont Joseph Ileo.
- 1957-1958 : prise de conscience politique des principaux "évolués" à la faveur des premières élections communales dans trois villes (Jadotville-Likasi, Elisabethville-Lubumbashi et Léopoldville-Kinshasa). Naissance des partis :
  - 1) tendance nationaliste réformatrice à vocation régionale, comme l'ABAKO, qui sera toute puissante dans le Bas-Congo, le P.S.A. (*Parti Solidaire Africain*) d'Antoine Gizenga, Pierre Mulele et Cléophas Kamitatu, surtout implanté dans le Kwilu ;
  - 2) tendance nationaliste à vocation nationale, dont le principal parti sera le M.N.C. (*Mouvement National Congolais*) de Patrice Lumumba, avec pour épiscentre politique Stanleyville (Kinshangani), le CERECA (*Centre de*

---

(2) Jean Stengers, *Congo, mythes et réalités. Cent ans d'Histoire*, Paris/Louvain-la-Neuve, Ed. Duculot, 1989, p. 272.

*Regroupement Africain*) d'Anicet Kashamura, peut-être le plus radical des nationalistes, implanté au Kivu (est) ou encore la BALUBAKAT de Jason Sendwe, mais qui a une assise politique seulement au Nord-Katanga ;

- 3) tendance modérée, représentée par le PUNA (*Parti de l'Unité Nationale*) de Jean Bolikango, implanté surtout dans l'Equateur, ou encore le P.N.P. (*Parti national du Progrès*) qui est une émanation du pouvoir colonial ;
- 4) tendance nettement régionaliste, comme la CONAKAT (*Confédération des Associations tribales du Katanga*), essentiellement influente dans le sud du Katanga, créée par Moïse Tshombe (apparenté à la dynastie royale lunda du *Mwaat Yaav*) et Godefroid Munongo (petit-fils de M'Siri, ancien roi du Garengaze-Katanga) ou encore le M.N.C.-Kalonji, dissident du M.N.C. et regroupant surtout les Baluba du Kasai.

Tous ces partis ont une assise ethnique ; certains d'entre eux obtiendront une plus grande influence, grâce à la dimension historique de leur ethnie, comme les Lunda du Katanga, ou mieux encore les Bakongo à travers la symbolique d'un ancien pouvoir, celui du vieux royaume Kongo, voire l'ethnie Luba au Kasai, qui s'est démarquée à la faveur de la colonisation. La majorité des dirigeants cités ont eu une fonction dans l'administration coloniale : c'étaient les *évolués* de l'après-guerre<sup>(3)</sup>.

- 1959-60 : luttes interethniques Lulua-Baluba au Kasai, où le M.N.C.-Lumumba s'est fortement impliqué. En juin-juillet 1960, les affrontements Luba-Lulua aboutissent à l'exode massif des Baluba vers leurs terres d'origine, dans la région diamantifère du Kasai oriental. Ce qui provoque une grave scission au sein du M.N.C. : les modérés rejoignent le M.N.C.-Kalonji créé en juillet 1959. Ce parti s'identifie de plus en plus à la défense des Baluba, une ethnie qui détient une position centrale dans la capitale, en particulier au sein des corps administratifs.
- 23 juin 1960 : formation du gouvernement Lumumba.
- 30 juin : indépendance du Congo belge. Discours du roi Baudouin I<sup>er</sup> et du président Kasa-Vubu. Discours inopiné de Patrice Lumumba.

---

(3) Cf. Roger Anstey, "Belgian Rule in the Congo and the aspirations of the "évolué" class, in L.H. Gann & Peter Duignan, eds, *Colonialism in Africa, 1870-1960*, vol. II, Cambridge University Press, 1982, p. 194-225.

- 5 et 6 juillet : mutinerie des garnisons de la Force publique à Léopoldville (Kinshasa) et à Thysville (Mbanza-Ngungu). Départ précipité des fonctionnaires belges : au 18 août, il n'en restait plus que 2 300 sur 9 900 (J.C. Willame, p. 245).
- 11 juillet : sécession du Katanga sous la dénomination d'Etat du Sud-Kasaï, proclamée par le *mulpwe* (empereur) Albert Kalonji.
- 14 juillet : rupture des relations diplomatiques avec la Belgique. Appel à l'Organisation des Nations Unies.
- Août : opération O.N.U. au Congo avec l'envoi d'un contingent de "casques bleus", en vue de procéder au remplacement de toutes les forces militaires belges et autres (mercenaires) du Katanga et à l'organisation d'une assistance technique internationale.
- 5 septembre : révocation de Patrice Lumumba par le président de la République, Joseph Kasa-Vubu. Joseph Ileo, jusqu'alors président du Sénat, nommé formateur du nouveau gouvernement. Réaction de Lumumba : révocation du président de la République. Décision de Kasa-Vubu : mise en congé du parlement pour une durée d'un mois.
- 14 septembre 1960 : "coup d'Etat" du colonel Mobutu, qui décide de neutraliser et le Chef de l'Etat et le Premier ministre, les deux gouvernements rivaux (Ileo et Lumumba) et les deux Chambres. Réunit en conclave à Lovanium un "collège des Commissaires" composé d'universitaires surtout, qui a pour objectif de remettre de l'ordre dans les affaires du pays. Son mandat ira jusqu'en février 1961. Gouvernement formé par Cyrille Adoula. Lâchage de plus en plus évident de Patrice Lumumba aussi bien sur le plan national que sur le plan international. Mise en résidence surveillée de Lumumba.
- 27 novembre : Lumumba quitte discrètement la capitale par la route vers le chef-lieu de la province orientale, où s'était déjà constitué un gouvernement parallèle dirigé par Antoine Gizenga.
- 5 décembre : arrestation de Lumumba à Lodi (Kasaï). Emprisonné à Thysville, dans le Bas-Congo. Rôle occulte du groupe de Binza (Victor Nendaka, Justin Bomboko, Joseph Ileo et Joseph-Désiré Mobutu) dans la décision de le transférer au Katanga, le 17 janvier 1961.

- 17-18 janvier 1961 : assassinat de Lumumba à Elisabethville (Lubumbashi).
- Mars : création de la province de Lualaba (Nord-Katanga) sous l'égide de la BALUBAKAT, opposée à la CONAKAT de Moïse Tshombe.
- Juin 1961-janvier 1962 : *République populaire* à Stanleyville dirigée par Antoine Gizenga, ancien vice-Premier ministre du gouvernement Lumumba. On y retrouve Pierre Mulele (ancien ministre de l'Education nationale), Anicet Kashamura (ex-ministre de l'Information), Thomas Kanza, André Mandi, tandis que Christophe Gbényé (ex-ministre de l'Intérieur) s'est réfugié à Brazzaville. Arrestation d'Antoine Gizenga, déporté dans l'île de Bula Bumba. Eclatement du groupe lumumbiste à l'extérieur : Mulele en Chine, les autres au Caire.
- 14 janvier 1963 : fin de la sécession du Katanga.
- 14 avril : gouvernement de réconciliation nationale avec participation de la CONAKAT et de l'ABAKO. Les fédéralistes l'emportent sur les unitaristes.
- 14 juin : départ de Tshombe pour Paris, puis Madrid.
- Août 1963 : Mulele prend le maquis dans sa région du Kwilu, parmi les Bambunda et les Bapende.
- 2 septembre : éclatement du premier foyer insurrectionnel au Kwilu, dirigé par Pierre Mulele.
- Septembre : mise en veilleuse du Parlement.
- 3 octobre : création d'un C.N.L. (*Comité de Libération Nationale*) à Brazzaville, dirigé par Christophe Gbenye et Lumumba. Soutien de la Chine populaire et de l'U.R.S.S.
- 1<sup>er</sup> janvier 1964 : Gaston Soumialot, nommé responsable du C.N.L. pour l'Est. A été ministre de la Justice dans le gouvernement d'Antoine Gizenga ; responsable M.N.C. au Maniema. Se rend à Bujumbura, capitale du Burundi, pour déclencher le *second foyer insurrectionnel*, aidé de

Laurent Kabila de la BALUBAKAT. Arrivée dans la capitale burundaise de Che Guevara avec des volontaires cubains et autres.

- Janvier-juin : progression de la rébellion de l'Est, de la plaine de la Ruzizi (localités de Luvungi, Lemera, Mulenge, Kiliba, Luberizi, puis Uvira qui deviendra le chef-lieu) vers le sud, le long du lac Tanganyika : Baraka, Fizi (27 mai), Albertville (Kalemie) le 19 juin, Baudouinville (Moba) le 20 juin.
- 17 juin 1964 : assassinat de Jason Sendwe à Albertville.
- 26 juin 1964 : Moïse Tshombe, rappelé au Congo, est placé à la tête du nouveau gouvernement. Objectif numéro un : éradiquer les rébellions en renforçant l'*Armée Nationale Congolaise* (A.N.C.) avec le concours de mercenaires étrangers et de ses gendarmes katangais.
- 4 septembre 1964 : le C.N.L. investit Stanleyville et proclame la République populaire du Congo, sous la direction de Christophe Gbenye ; l'*Armée Populaire de Libération* du général Nicolas Olenga est formée de jeunes *Simba*. Régime de terreur à l'égard des cadres loyalistes.
- 24 novembre 1964 : opération belgo-américaine sur Stanleyville.
- 1965-1968 : formation de plusieurs maquis dans le Nord-Est et l'Est du pays. Le dernier, muléliste, qui disparut en 1985, s'était établi sur les contre-forts du lac Tanganyika, entre Fizi et Kalemie ; il était commandé par Laurent Kabila, colonel de l'A.P.L.. Cependant, la rébellion n'a plus aucune consistance en 1967, grâce aux offensives de l'A.N.C., aidée d'un important contingent de mercenaires et des gendarmes katangais, fidèles à Moïse Tshombe.
- 24 novembre 1965 : coup d'Etat du général Joseph-Désiré Mobutu. Second exil de Moïse Tshombe à Madrid ; processus de consolidation du nouveau régime ; éviction des opposants les plus irréductibles.
- 1966 : quatre pendaisons pour le *complot de la Pentecôte*.
- 30 juin 1967 : rapt en plein ciel au-dessus de la Méditerranée de Moïse Tshombe ; ce dernier est remis aux autorités algériennes.
- Juillet 1967 : révolte des mercenaires à Kisangani, dirigée par Jean Schramme aidé de ses unités de Katangais ; repli en catastrophe à Bukavu,

puis refuge au Rwanda. Diversion de Bob Denard de l'Angola au Katanga. Sauvage répression au Katanga sous la houlette du gouverneur Manzikala.

- Octobre 1968 : amnistie et assassinat de Pierre Mulele à Kinshasa. Le décès de Joseph Kasa-Vubu passe inaperçu.
- Début 1969 : le décès de Moïse Tshombe d'une crise cardiaque dans sa prison à Alger constitue le dernier épisode de l'histoire politique de la Première république congolaise.

Nous n'irons pas plus dans le détail d'une histoire événementielle riche en rebondissements spectaculaires. Notre propos est de voir, à la lumière de plusieurs ouvrages récents, dans quelle mesure la radicalisation de la vie politique congolaise a une base idéologique révolutionnaire. On sait que Che Guevara se rendit dans les maquis congolais de l'Est à la fin du mois de juillet 1965 "avec deux bataillons de choc cubains, composés principalement de Noirs"<sup>(4)</sup>. Précisons que, lorsque le Che transita par Bujumbura pour rejoindre les maquis soumialistes, il était accompagné de combattants *Inyenzi*, réfugiés tutsi du Rwanda, qui revenaient d'une formation paramilitaire à Cuba<sup>(5)</sup>. Dans ce contexte de radicalisation politique, surtout après la disparition de Lumumba, il est intéressant de faire le point sur ces oppositions violentes et ces rébellions qui ont embrasé les trois-quarts du pays et que bon nombre de chercheurs ont pu percevoir comme un exemple concret de la gestation d'une dynamique révolutionnaire à l'échelle d'un immense territoire<sup>(6)</sup>.

Deux périodes peuvent se dégager de ces faits. La première, qui va de 1959 à 1961, est marquée par l'impact du mouvement nationaliste congolais et la ferme volonté de son leader. Patrice Lumumba, certes, fut un personnage très contesté de son vivant ; mais on est à même de faire le point aujourd'hui, grâce à l'ouvrage de Jean-Claude Willame. Cette période est marquée en

---

(4) Gauthier de Villers, "L'analyse par Carlos Moore de la mission de Che Guevara au Congo : synthèse et brèves observations", in Herbert Weiss et Benoît Verhaegen, sous la dir. de, *Les rébellions dans l'est du Zaïre (1964-1967)*, *Les Cahiers du CEDAF*, 7-8, 1986, p. 33-41.

(5) Témoignage recueilli par nous de Ndomo Byanafashe (Bujumbura, 1979), confirmé par feu Daniel Nyambariza (Bujumbura, 1985).

(6) Cf. Ludo Martens, "Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba. Position et méthode", in Herbert Weiss et Benoît Verhaegen, sous la dir. de, *Les rébellions dans l'Est du Zaïre (1964-1967)* *Les Cahiers du CEDAF*, 7-8, 1986, p. 15-31.

filigrane par une sourde lutte d'intérêts politico-ethniques dont l'enjeu est le devenir de l'Etat congolais - celui légiféré par la Loi fondamentale d'avant l'Indépendance n'étant que provisoire. Deux courants ressortent des débats : les tenants du fédéralisme (voire même du confédéralisme), de la CONAKAT de Moïse Tshombe à l'ABAKO de Kasa-Vubu en passant par l'aile du P.S.A., du CERECA et de la BALUBAKAT de l'autre. Cette dernière tendance prétend représenter le véritable nationalisme congolais.

La seconde période couvre les années 1961-1967. Elle s'inscrit dans un ensemble politique d'oppositions violentes. Les deux rébellions, qui éclatèrent au cours des années 1963-1964, sont dirigées respectivement par Pierre Mulele, ancien ministre de l'Education nationale sous le gouvernement de Lumumba, dans sa région du Kwilu, et par Gaston Soumialo, membre du premier gouvernement congolais, qui ouvrit un foyer insurrectionnel dans l'Est du Congo. Une question se pose : l'idéologie lumumbiste, si l'on peut employer cette dénomination, a-t-elle été impliquée dans l'émergence de ces insurrections au point d'engendrer une prise de conscience dans les sociétés rurales ? Si ce lien existe, on est en droit alors de soulever les raisons de leur échec.

## II

### LE TRAGIQUE DESTIN DE PATRICE LUMUMBA

La prise de conscience politique des années 1959-1960 et les débuts de la nouvelle République du Congo (qui deviendra *démocratique*, alors que sa sœur d'en face se dénommera *populaire* après l'éviction de l'abbé Fulbert Youlou en 1963), sont indissociables du cheminement politique de son impétueux représentant.

Patrice Emery Lumumba est né le 2 juillet 1925 près de Wembo-Nyama dans le Sankuru ; il appartient à l'ethnie tetela. Il forma un gouvernement qui ne dura que deux mois, tombant pour une série de facteurs qui convergent tous à l'accuser d'être un suppôt du communisme international, pourfendu par les politiciens de la capitale, en particulier ceux du *groupe de Binza*, dont le rôle dans tous les événements qui vont suivre n'a jamais été bien explicité. Il mourut assassiné avec deux de ses plus fidèles compagnons, Okito et Mpolo, dans la capitale du cuivre, Elisabethville (Lubumbashi), probablement le jour de leur arrivée au Katanga, le 17 janvier 1961, bien que la date exacte ne soit pas encore aujourd'hui bien déterminée, tant les

témoignages et les rapports d'enquête divergent. Euloge Boissonnade, dans *Le mal zaïrois*, donne une version (p. 98-99), Jean-Claude Willame fait le point (p. 464-465).

Patrice Lumumba, "antihéros de cette crise" qui s'amorce dès les premiers jours qui suivent l'accession du pays à l'Indépendance et qui n'en finit pas de rebondir même après sa mort, supporta le destin de son échec, tant par un jeu politique difficile à maîtriser que par une succession d'erreurs. Comme le montre Jean-Claude Willame, Lumumba devint en fait prisonnier d'un système qu'il avait aidé à mettre péniblement en place avec le concours d'une Belgique en proie, après les événements du 4 janvier 1959, à une "démoralisation et une crise d'autorité". La métropole créa dès janvier 1960 des institutions politiques qui reposaient sur un savant dosage des rapports de force, entre un pouvoir central, à vocation *unitariste*, détenu par un exécutif à deux têtes et un législatif bi-caméral, et une autorité provinciale, créée dans chacune des six provinces. Cette dernière possédait un éventail assez large de pouvoirs décisionnels ; certains leaders régionaux en usèrent pour faire valoir leurs options à caractère *fédéraliste*. Aussi le M.N.C., bien que sorti en tête des élections du mois de mai 1960 avec 33 sièges (plus 8 en cartel) sur les 137 à pourvoir dans les deux Chambres, ne sut (ou ne put) tirer parti des avantages que lui procurait cette position à la veille de l'Indépendance.

Ses élans intempestifs et ses décisions à l'emporte-pièce, dus le plus souvent à la phobie du complot permanent, ne firent qu'accentuer l'image d'un homme qui n'avait pas de programme politique précis et qui passait aux yeux de ses anciens colonisateurs et des Occidentaux en général pour inféodé à Moscou et au communisme international. Son discours inopiné lors de la passation des pouvoirs, le 30 juin 1960, semble bien être à l'origine du tournant décisif que prirent les chancelleries occidentales à son égard : de "politicien habile", voire de "formateur idéal", il devint un "démagogue", un "tyran sans scrupules". C'est ce qui ressort de la presse belge : d'idéologie marxiste, chez Lumumba, il n'y en avait que dans l'imagination des politiciens belges et autres (Willamme, p. 117).

Les événements qui suivirent immédiatement l'Indépendance, à travers la mutinerie de la Force Publique - la future Armée Nationale Congolaise - les 5 et 6 juillet, dans le Bas-Congo et à Léopoldville, ne firent qu'aggraver cet état d'esprit. Les premières exactions contre les Européens engendrèrent le départ massif des cadres belges, donc l'effondrement de l'appareil politico-

administratif du nouvel Etat, avec deux conséquences immédiates : l'intervention des troupes métropolitaines le 10 juillet et la proclamation de la sécession du Katanga le 11 juillet.

Comment Lumumba parvint-il à surmonter ces diverses crises ? Pendant les deux mois qui précèdent sa révocation par le chef de l'Etat, le 5 septembre, le leader du M.N.C. n'arriva jamais à substituer à une situation de crise une politique pragmatique, que ce soit dans l'africanisation après la mutinerie de la nouvelle Armée Nationale Congolaise, ou vis-à-vis de la décision prise par la Belgique d'intervenir unilatéralement dans son ancienne colonie - qui se traduira, selon Willame, par une véritable agression militaire (p. 157). Il en fut de même face aux nombreuses péripéties de la sécession katangaise, qui le préoccupa cependant profondément, ou encore dans ses relations "diplomatiques" avec les personnalités politiques tant congolaises qu'étrangères.

Comme le note encore, avec pertinence, J.-C. Willame, Patrice Lumumba n'eut pas "la force du lion et la souplesse du loup face aux rapports de force qui lui étaient contraires" (p. 472). "Vue sous l'angle de la pratique, son action consista en une succession quasi exponentielle d'erreurs politiques" (*ibid.*). L'auteur en relève quatre, fondamentales : le discours du 30 juin "aussi inopportun qu'inefficace" ; "le refus du Premier ministre de rechercher une alliance tactique de substitution avec l'ONU à partir du moment où il avait décidé légitimement de rompre avec la Belgique" ; l'échec cuisant de la reconquête du Sud-Kasaï par l'A.N.C., suivie d'une réaction violente des Baluba ; sa fuite de la capitale et "la manière aventureuse dont (elle) fut montée et conduite". Cette dernière erreur relève bien plus "du suicide politique" (p. 472). Willame constate que l'action du leader congolais le mène "progressivement à une épreuve de force", à des violences tribales (contre les Baluba au Kasaï) "lesquelles le conduisirent finalement à sa perte" (p. 161). Et de conclure : "son idéologie nationaliste extrême, son impulsivité et une rancœur exacerbée lui ont fait perdre progressivement tout sens de la mesure" (p. 196). Lumumba a voulu aller trop vite, il n'a pas laissé "s'écouler le temps".

Jugement très sévère, mais néanmoins fondé : «En quelques semaines, par son impatience, sa politique de tension permanente, sa frénésie à occuper le terrain, son absence de recul sur l'événement, ses monumentales colères aussi, il se met tout le monde à dos et donne vie à ces "complots" qu'il ne cesse de dénoncer depuis son arrivée au pouvoir de même qu'à toute sorte

d'actes parfaitement illégaux : la déstabilisation organisée par les Belges à Brazzaville, les "basses œuvres" de la CIA, la participation active de fonctionnaires de l'ONU à sa révocation ...»(p. 471).

Jugement d'un politologue que l'historien nuancerait quelque peu. En effet, il nous paraît difficile de cerner "l'anti-héros" à travers ses erreurs de stratégie, sans les intégrer dans un contexte d'irréversibilité historique. Soit le personnage est prisonnier de son destin, auquel cas les événements se déroulent sans qu'il puisse en assumer la responsabilité - et c'est ce qui me semble ressortir de cette biographie politique -, soit le personnage est d'une dimension telle qu'il transcende les événements par une lucidité exemplaire. Ce qui ne semble pas être le cas ici. Alors que les jugements de valeur portés par le politologue paraissent donner une dimension *extraordinaire* (au sens littéral) au personnage. Apparaît-elle réellement ? Le destin de Patrice Lumumba donne-t-il à l'Histoire une plus-value par rapport par exemple à celui de Moïse Tshombe, qu'on a caricaturé bien facilement comme "valet de l'impérialisme" et ennemi juré du nationalisme congolais, ou encore par rapport à un Jason Sendwe dont la fin fut tout aussi tragique que celle de Lumumba ? Evidemment, ce dernier s'inscrit dans une mouvance politique "bien-pensée" aux années soixante, tandis que Moïse Tshombe, au même moment, reflétait l'image du "nègre" collaborateur, inféodé au néo-colonialisme. Jason Sendwe, sur les bords du lac Tanganyika, s'était quelque peu fait oublier. On pourrait avoir un diptyque similaire dans l'histoire récente de l'Angola, en mettant face à face Jonas Savimbi, chef de l'UNITA, et Agostino Neto, leader du M.P.L.A.. Finalement, tous ces "anti-héros" ont bien leur place dans le panthéon de l'histoire en construction.

Effectivement, vis-à-vis de ses partenaires étrangers - les Belges en premier lieu, qui étaient les mieux placés pour l'aider, bien qu'ils commirent de monstrueuses erreurs d'ordre psychologique, ensuite l'ONU et vis-à-vis de son Secrétaire général, des leaders africains "amis" comme Sekou Touré et Kwame Nkrumah qui lui ont conseillé la modération - Lumumba ne parviendra jamais à faire avaliser sa politique.

Ses bêtes noires du Katanga sécessionniste, à travers Moïse Tshombe, qui détient une certaine légitimité parmi les Lunda, car il est apparenté à la famille de l'empereur des Lunda et Godefroid Munongo, petit-fils du conquérant M'siri (qui avait créé dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle un royaume au Sud-Katanga), sans oublier la connivence de l'*Union Minière du Haut Katanga* et des Belges, lui tiendront tête jusqu'à sortir vainqueurs de cet

implacable duel - quand bien même les représentants du "Katanga authentique", Noirs et Blancs, auraient quelque peu falsifié l'histoire ancienne, en reléguant à la périphérie la place centrale que détenaient l'Empire (ou royaume) Luba et le pays Buluba au Katanga<sup>(7)</sup>.

A partir du moment où Lumumba s'enfuit de Léopoldville pour rejoindre son fief à Stanleyville - Antoine Gizenga l'avait devancé - et à la suite de son arrestation au Kasai, le calvaire qu'il endura jusqu'à sa fin sordide au Katanga suscita une telle image qu'elle est profondément gravée dans l'inconscient collectif. Peut-être avait-il pressenti qu'il devait donner sa vie, pour une véritable prise de conscience politique, à la nouvelle Afrique qui émergeait.

Mort, Lumumba est entré dans l'Histoire à travers le mythe du héros de la résistance africaine à l'impérialisme néo-colonial. Mort sans sépulture, donc sans funérailles, son mythe a été d'abord glorifié sur la scène internationale, en donnant son nom à des rues, des édifices, une université... Ensuite, son mythe fut véhiculé, manipulé, au Congo même, d'une manière plus violente, dans les rébellions du Kwilu et de l'Est du pays, par des hommes qui se réclamèrent du "lumumbisme" : Pierre Mulele, Gaston Soumialot, Christophe Gbenye, d'autres encore. Aussi malgré l'échec de son parti, le M.N.C., une image idéalisée se perpétue dans la mémoire collective de tous les laissés-pour-compte d'après l'Indépendance. Mais quelles idées véhiculèrent-ils avec la mémoire de Patrice Lumumba ?

### III

#### LES REBELLIONS DU KWILU ET DE L'EST

Dès la mort de Lumumba, s'échafaudent à la faveur du départ des principaux leaders lumumbistes à Stanleyville des mouvements de résistance, sous la direction d'Antoine Gizenga. Mais, suite à son arrestation, les nationalistes les plus radicaux s'exilent au Caire, à Conakry, en Chine. Cependant, ils n'arrivèrent pas - la suspicion étant de mise entre eux -, à définir une véritable charte révolutionnaire.

---

(7) Kabuya Lumuna Sando, *Zaire : 1960-1964. La tourmente katangaise*, *Les Cahiers du CEDAF*, p. 21-27. Cf. en particulier de Elikia M'Bokolo, "Le séparatisme katangais", in Jean-Loup Amselle et Elikia M'Bokolo, sous la dir. de, *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et Etat en Afrique*, Paris, Ed. La Découverte, 1985, p. 185-226.

Après les "trois Glorieuses" à Brazzaville, qui mirent en place un régime marxiste-léniniste sous l'égide de Massamba-Débat le 15 août 1963, un *Comité national de Libération (C.N.L.)* se constitua, dirigé par Christophe Gbenye et Bocheley, soutenu à la fois par l'U.R.S.S. et la Chine populaire. Toutefois, Pierre Mulele, de retour d'un long séjour en Chine, organisa dès juillet 1963 un maquis au Kwilu parmi les siens, alors qu'à l'est, avec pour base arrière Bujumbura, la capitale du Burundi, Gaston Soumialot, nommé responsable par le C.N.L. du secteur Est, lança au début de janvier 1964 ses *Simba* sur le Kivu et le Nord-Katanga. Soumialot, appuyé par Laurent Kabila - tendance radicale de la Balubakat - fut soutenu ouvertement par la Chine populaire, via la Tanzanie, et l'aide active du Che, Cubains et Inyenzi tutsi confondus<sup>(8)</sup>.

Lorsque la rébellion éclata ouvertement fin 1963 pour le Kwilu, début 1964 pour l'Est, elle se répandit comme une traînée de poudre, bien que les moyens utilisés par les révoltés fussent dérisoires : machettes, coupe-coupe, couteaux, arcs et flèches, quelques fusils et des "poupou"<sup>(9)</sup>. Les soldats de l'A.N.C. cherchèrent plutôt le salut dans la fuite en laissant armes et bagages aux *Simba* de la nouvelle Armée populaire de Libération.

L'esprit de combativité des *Simba* (mot qui veut dire lion en kiswahili) et leur rage de vaincre ont décuplé grâce à un rituel fondé par une féticheuse renommée, Mama Onema Henriette, native du Sankuru comme Patrice Lumumba. Ce rituel, emprunté aux coutumes ancestrales mongo, avait un double objectif : purifier le corps du nouveau venu et le protéger contre les balles de l'ennemi (rite d'immunisation) ; l'intégrer fermement dans la nouvelle société et sanctionner officiellement son admission dans la nouvelle armée (rite d'initiation). Ainsi immunisés, se lançaient-ils à l'assaut des positions ennemies en poussant leur cri de guerre : "*Simba, Simba... Mai Mulele... Mai Lumumba*"<sup>(10)</sup>.

---

(8) Filip Reyntjens, "Rencontres burundaises : 'Inyenzi' du Rwanda et rebelles du Kivu" et Benoît Verhaegen, "Les Simba au Soudan (1965-1970)", in Herbert Weiss et Benoît Verhaegen, *op. cit.*, p. 123-137 et p. 139-171.

(9) Le "poupou" est un fusil rudimentaire, de confection artisanale, qui se charge par la bouche du canon, avec de la poudre et de la grenaille - très utilisé par les chasseurs zairois au Shaba (ex-Katanga).

(10) Manyà K'Omalowete à Djonga, "Utilisation des procédés d'initiation et d'immunisation à caractère magique par le mouvement Simba", in Herbert Weiss et Benoît Verhaegen, *op. cit.*, p. 87-112.

A la fin de l'année 1964, la moitié - sinon les trois-quarts - du pays était passée sous le contrôle de la rébellion : les régions du Sankuru, du Maniema, du Nord-Katanga, la Province orientale et une partie du Kwilu. Le sanctuaire de Pierre Mulele ne résista guère aux assauts de l'A.N.C., car Mobutu avait porté tous ses efforts sur cette zone qui risquait de couper les circuits de ravitaillement de la capitale, en laissant aux mercenaires et aux Katangais tshombistes le soin de contrer les foyers insurrectionnels de l'Est.

De toute évidence, ces foyers insurrectionnels, tant à l'Ouest qu'à l'Est, reposaient sur une base ethnique : les populations entrées en dissidence furent les *Batetela* du Sankuru dont est issu le martyr Lumumba, les *Bakusu* du Maniema dont fait partie Soumialot, auxquels s'associèrent les *Bafulero*, *Bavira* et *Babembe* de la région d'Uvira, face à Bujumbura<sup>(11)</sup>. On peut citer encore une grande partie des *Baluba* du Katanga avec Laurent Kabila et les *Bambunda* et *Bapende* du Kwilu que dirigea Pierre Mulele, lui-même d'appartenance mbunda alors qu'Antoine Gizenga est un mupende.

Les interrogations que nous soulevons maintenant portent sur deux points. Premièrement, à travers cette fresque des principaux événements, pouvons-nous déceler une véritable prise de conscience révolutionnaire, teintée - si l'on peut s'exprimer ainsi - d'une idéologie lumumbiste en cours de maturation (car elle n'avait jamais existé du vivant de Patrice Lumumba), et qui, en cas de réussite, aurait donné le jour à un autre système politique, de type marxiste-léniniste peut-être - nonobstant toutes les contingences externes liées au contexte de guerre froide dans lequel l'ex-Congo belge s'est trouvé plongé ?

Le deuxième point concerne les raisons de l'échec de ces rébellions ou de ces tentatives révolutionnaires. L'historiographie des années 1980 nous permet de mieux cerner cette problématique, grâce aux travaux issus des symposiums organisés par le Laboratoire C.N.R.S./Paris VII "Tiers-Monde Afrique", le Central African Project de l'Université de Columbia de New York, et le Centre d'Etude et de Documentation Africaines de Bruxelles.

---

(11) Benoît Verhaegen, "Conditions politiques et participation sociale à la rébellion dans l'est du Zaïre", in Herbert Weiss et Benoît Verhaegen, *op. cit.*, p. 1-14 et du même auteur : "Le rôle de l'ethnie et de l'individu dans la rébellion du Kwilu et dans son échec", in Catherine Coquery-Vidrovitch, Alain Forest, Herbert Weiss, sous la dir. de, *Rébellion au Zaïre, 1963-1965*, tome 1, Paris, L'Harmattan, 1987, p. 147-167.

La structure et le développement de ces événements sont analysés par plusieurs auteurs dans le volume I de *Rébellions-Révolutions au Zaïre, 1963-1965* : à savoir l'affaiblissement des deux supports de l'appareil d'Etat, l'administration et l'armée (Benoît Verhaeghen, p. 74-83), le contexte socio-économique des rébellions (Jean-Philippe Beemans, p. 84-102), la dynamique ethnique (Benoît Verhaeghen, p. 147-167), l'origine sociale des membres et des cadres au sein du foyer muléliste (Herbert Weiss et Adrienne Fulco, p. 168-181), la stratégie militaire et la mobilisation des masses (Thomas Turner, p. 105-119).

Plusieurs constatations intéressantes ressortent de ces travaux :

Deux interprétations, qui ne sont certainement pas partagées par tous :

1) selon Jean-Philippe Peemans, malgré tout ce qu'on a pu dire et écrire, il n'y a pas eu, au cours des années 1960-1965, un effondrement de l'économie coloniale : "l'arrière-fond de la crise des années 1960-65 est celui de l'établissement de nouveaux rapports de force entre différents intérêts économiques et couches sociales tels qu'ils résultaient du système colonial. Il s'agit avant tout d'une remise en cause d'un certain équilibre des structures socio-économiques engendrées à la fois par le processus d'accumulation et par son profil spécifique dû aux interventions autoritaires du pouvoir colonial" (I, p. 99-100). "Les années 1960-1965 sont celles d'une transition vers une nouvelle étape de l'accumulation, avec l'émergence de nouveaux agents économiques porteurs de celle-ci, donc de nouveaux rapports de classe et, dès lors, de nouveaux types de tensions sociales" (p. 100).

2) si, par rapport aux deux camps en présence, les nationalistes réformistes ou modérés, dont la collaboration avec les puissances occidentales constituait un point d'appui fondamental, ont plus bénéficié de l'aide de l'extérieure que les nationalistes radicaux, qui ne reçurent d'aide effective que de Cuba et de la Chine populaire (et encore avec parcimonie) et moins que rien des pays "amis" comme l'Egypte, la Guinée ou le Ghana<sup>(12)</sup>, ce n'est certainement pas ce déséquilibre qui fit basculer les rapports de force en faveur des modérés de Léopoldville.

---

(12) Cf. Philippe Borel, "La politique belge à l'égard du Congo pendant la période des insurrections (1963-1964)", p. 7-35 ; Marcia Wright et Glenn Adler, "Pour que l'évolution se poursuive" : projets et politique des Etats-Unis au Congo, 1963" in Coquery-Vidrovitch, Forest et Weiss, *op.cit.*, tome 2, Paris, L'Harmattan, 1987, p. 36-61.

Les partisans de Mulele se recrutèrent, en très grand nombre, parmi les chômeurs de vingt ans âge moyen (44,87 % sur un échantillon de 1 744 partisans ordinaires), ensuite, chez les étudiants (23,62 %), enfin, les villageois (15,25 %) (p. 174). Pour l'Est, Benoît Verhaegen constate que les jeunes en âge scolaire constituaient le gros des *Simba* recrutés, suite à l'effondrement du système scolaire dû au départ des enseignants étrangers dans ces parties du territoire congolais<sup>(13)</sup>. Les auteurs s'accordent à reconnaître que, s'il y a eu une action de masse, il faut la chercher dans la rébellion de l'Ouest (Kwilu), Pierre Mulele s'efforçant d'appliquer les préceptes du maoïsme, dont le principal est l'autosuffisance : "Ne compter que sur ses propres forces, ne dépendre d'aucune aide ou fourniture extérieure, même des pays amis, car ceux-ci réclameront tôt ou tard une contrepartie, fabriquer soi-même tout ce dont on a besoin pour vivre (ustensiles, médicaments, etc.) et pour combattre (arcs, flèches, poisons, fusils 'poupou', etc.)" (Verhaegen, I, p. 162).

Alors, comme le dit Benoît Verhaegen, Pierre Mulele, "a organisé et dirigé la première grande insurrection paysanne dans un pays africain indépendant" (I, p. 163-164), mais l'échec fut patent, parce que :

1) le mouvement s'affaiblit à la suite de graves dissensions au sein du P.S.A. (Cléophas Kamitatu, ensuite Antoine Gizenga rejoignirent le courant nationaliste réformiste) ;

2) la faiblesse des moyens d'action en armes, le C.N.L. n'apportant aucun soutien logistique à partir de Brazzaville ; donc le rapport des forces en présence (guerrillers/soldats gouvernementaux) pencha irrévérablement du côté de ces derniers, malgré les nombreuses exactions que commirent les soldats de l'A.N.C. - pratique de la politique de la terre brûlée ;

3) les clivages ethniques, voire le tribalisme, bloquèrent une évolution en tâche d'huile aux dépens des deux ethnies révoltées, les *Babunda* et les *Bapende* ; les autres refusèrent le mouvement, s'y opposèrent même, réaction qu'on peut déceler aussi dans les maquis de l'Est, les *Simba* évoluant plutôt comme des "poissons hors de l'eau" ; enfin, dernière cause, et la plus importante selon Verhaegen, "l'absence d'une organisation politique révolutionnaire chargée d'éduquer les partisans et de coordonner leurs actions" (I, p. 164-165).

---

(13) Benoît Verhaegen, "Conditions politiques et participation sociale à la rébellion dans l'Est du Zaïre", *art. cité*, p. 7.

Certes des poches de résistance subsistèrent au Kwilu jusqu'en 1968, année de l'assassinat de Pierre Mulele, réfugié à Brazzaville et qui se fit "piéger" par ses rivaux en repassant le fleuve, car il aurait cru (?) en l'amnistie décrétée par Mobutu. Un pan de cette histoire n'est pas encore levé, quoiqu'en dise Euloge Boissonnade dans son livre à sensation *Le mal zaïrois*. Ainsi que celle de Laurent Kabila sur les contre-forts du lac Tanganyika.

Ce désastre conduit à une constatation non moins évidente : les dirigeants représentant le courant nationaliste radical furent incapables de s'entendre sur une stratégie d'ensemble, les intérêts (souvent personnels) occultant les autres problèmes. Ce fut le cas des dirigeants du C.N.L., lorsque Gbenye se proclama président de la République populaire du Congo à Stanleyville (Kisangani) sans avoir reçu l'aval de ses pairs, Soumialot, Olenga, Mulele - qui était très loin du terrain politique -, Kabila, etc. Ce qui se passa après le 24 novembre 1964, jour de l'opération aéroportée belgo-américaine "Dragon rouge" sur Stanleyville, est révélateur de cet état d'esprit ; les dirigeants, avec leurs *Simba* et leurs auxiliaires, se replièrent sur le Soudan au nord ou vers l'est. La possession d'une partie du trésor du C.N.L. (fait de lingots d'or et d'argent) fut l'enjeu d'interminables conflits de personnes<sup>(14)</sup>.

Un autre exemple, qui dénote cette faiblesse impardonnable de la rébellion, concerne les rivalités sanglantes qui paralysèrent l'action de la Balubakat dans le nord du Katanga, dont le paroxysme fut atteint avec l'assassinat de Jason Sendwe à Albertville (Kalemie) le 17 juin 1964. Comme le note avec pertinence Kabuya Lumuna Sando : "Sans devoir nous pencher excessivement sur la psychologie des peuples en délire, nous garderons à l'esprit la question lancinante de savoir pourquoi et comment de telles colères ont été possibles. Et puis celle de savoir ce que les Baluba y ont gagné après avoir délibérément éliminé, chez eux plus qu'ailleurs, leurs propres leaders"<sup>(15)</sup>.

À la réflexion, on peut dire que ces événements qui marquent une empreinte particulière l'histoire du Zaïre au cours des années 1959-1968 (date de la "seconde mort" de Patrice Lumumba à travers celle de Pierre Mulele) tendent à donner une dimension tragique à une "révolution" qui n'eut

---

(14) *Id.*, "Les Simba au Soudan (1965-1970)", *art. cité* p. 139-171.

(15) Kabuya Lumuna Sando, "Zaïre : 1960-1964 : La tourmente katangaise", *Les Cahiers du CEDAF*, 6, 1989, p. 48.

d'existence que par certains côtés, où les éléments négatifs l'emportent largement sur les aspects positifs, en tous cas différente des techniques de coup d'Etat et des révolutions de palais. Peut-être est-ce que la "révolution" des années soixante était prisonnière d'une dialectique porteuse d'une idéologie étrangère, alors que, dans ce contexte, les éléments du credo révolutionnaire devaient puiser leur vitalité dans un substrat culturel africain. Sans vouloir pasticher Raymond Aron, nous dirons que la révolution congolaise fut aussi une révolution "introuvable".